

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA
CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

F. 81 — 1103

19 MAI 1981. — Arrêté royal relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, notamment l'article 169;

Vu l'avis du Comité général de Consultation syndicale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgente nécessité de fixer la réglementation relative aux vacances et aux congés qui, depuis l'entrée en vigueur le 1er septembre 1979 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979, n'était pas ratifiée par un arrêté royal;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Éducation nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I. — Congés de vacances annuelles

Article 1er. Les membres du personnel, définitifs et stagiaires, soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après :

a) Vacances de Noël : du 21 décembre au 3 janvier inclus, lorsque la Noël tombe un lundi, un jeudi ou un vendredi;
ou du 22 décembre au 4 janvier inclus, lorsque la Noël tombe un mercredi ou un dimanche;
ou du 23 décembre au 5 janvier inclus, lorsque la Noël tombe un mardi ou un samedi.

b) Vacances de Pâques : — deux semaines après Pâques lorsque Pâques tombe en mars;
— deux semaines avant Pâques lorsque Pâques tombe dans la seconde moitié du mois d'avril;
— une semaine avant Pâques et une semaine après Pâques, lorsque Pâques tombe dans la première moitié du mois d'avril.

c) Vacances d'été : — soit du 1er juillet au 16 août inclus;

— soit du 16 juillet au 31 août inclus.

d) Congés du premier trimestre :

— du 29 octobre au 2 novembre inclus, lorsque la Toussaint tombe un lundi, un mardi ou un mercredi;
— du 30 octobre au 3 novembre inclus, lorsque la Toussaint tombe un samedi ou un dimanche;
— du 31 octobre au 4 novembre inclus, lorsque la Toussaint tombe un jeudi ou un vendredi.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDER-
LANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE
OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

N. 81 — 1103

19 MEI 1981. — Koninklijk besluit betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 169;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980, tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid van de vaststelling van een vakantie- en verlofregeling die, sedert het in werking treden op 1 september 1979 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 niet bij koninklijk besluit werd bekrachtigd;

Op de voordracht van Onze Ministers van Nationale Opvoeding en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Jaarlijks vakantieverlof

Artikel 1. De vastbenoemde en stagedoende personeelsleden onderworpen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, genieten een jaarlijks vakantieverlof vastgesteld als volgt :

a) Kerstvakantie : van 21 december tot 3 januari inbegrepen, indien Kerstmis valt op een maandag, een donderdag of een vrijdag;

of van 22 december tot 4 januari inbegrepen, indien Kerstmis valt op een woensdag of een zondag;

of van 23 december tot 5 januari inbegrepen, indien Kerstmis valt op een dinsdag of een zaterdag.

b) Paasvakantie : — twee weken na Pasen, indien Pasen in de maand maart valt;

— twee weken vóór Pasen, indien Pasen in de tweede helft van de maand april valt;

— één week vóór en één week na Pasen, indien Pasen in de eerste helft van de maand april valt.

c) Zomervakantie : — hetzij van 1 juli tot en met 16 augustus;

— hetzij van 16 juli tot en met 31 augustus.

d) Verlof van het eerste trimester :

— van 29 oktober tot en met 2 november, indien Allerheiligen valt op een maandag, een dinsdag of een woensdag;

— van 30 oktober tot en met 3 november, indien Allerheiligen valt op een zaterdag of een zondag;

— van 31 oktober tot en met 4 november, indien Allerheiligen valt op een donderdag of een vrijdag.

e) Congés du deuxième trimestre : les cinq jours qui précèdent le mercredi des Cendres.

f) Congés du troisième trimestre : quatre jours à partir du samedi qui précède la Pentecôte jusqu'au mardi suivant inclus.

g) Congés divers :

- 1° les samedis;
- 2° les 11 et 15 novembre;
- 3° le lundi de Pâques lorsqu'il n'est pas inclus dans les vacances de Pâques;
- 4° les 1er et 8 mai;
- 5° le jour de l'Ascension;

Art. 2. Lorsqu'un membre du personnel a bénéficié d'un congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales ou familiales ou d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles, son traitement durant le congé de vacances annuelles est réduit à due concurrence.

Art. 3. Le congé de vacances annuelles est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

CHAPITRE II. — Congés de circonstances et de convenances personnelles

Art. 4. Des congés exceptionnels dont la durée ne peut excéder huit jours par année civile peuvent être accordés aux membres du personnel visés à l'article premier dans les limites suivantes :

- a) pour le mariage du membre du personnel : un jour;
- b) pour l'accouchement de l'épouse : quatre jours;
- c) pour le décès du conjoint, d'un parent ou allié au 1er degré : quatre jours;
- d) pour le mariage d'un enfant : deux jours;
- e) pour le décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que le membre du personnel : deux jours;
- f) pour le décès d'un parent ou allié au 2e degré n'habitant pas sous le même toit que le membre du personnel : un jour;

g) pour changement de résidence dans l'intérêt du service lorsque la mutation entraîne l'intervention de l'Etat dans les frais de déménagement : deux jours.

Ces congés exceptionnels sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

Art. 5. Outre les congés prévus à l'article 4, il peut être accordé aux membres du personnel visés à l'article 1er, des congés exceptionnels pour cas de force majeure résultant de la maladie ou d'un accident survenu à une des personnes suivantes, habitant sous le même toit que le membre du personnel : le conjoint, un parent, un allié, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle.

Une attestation médicale témoigne de la nécessité de la présence du membre du personnel, à son foyer.

La durée de ces congés ne peut excéder quatre jours par année civile; ils sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

Art. 6. Le membre du personnel féminin, définitif ou stagiaire, qui est en activité de service, a droit, sur présentation d'un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement, à un congé de maternité de quatorze semaines.

Ce congé prend cours au plus tôt six semaines avant la date attestée par le certificat médical.

Il est réduit à concurrence des jours de congé pour maladie ou infirmité que l'intéressée a obtenus pendant les six semaines qui précèdent la date réelle de l'accouchement.

Lorsque l'accouchement a lieu après la date présumée, la durée du congé pris après l'accouchement est au moins égale à huit semaines.

La période qui excède la durée du congé de maternité et qui n'est pas considérée comme congé de maladie par le service de santé administratif n'est pas rémunérée.

e) Verlof van het tweede trimester : de vijf dagen die Aswoensdag voorafgaan.

f) Verlof van het derde trimester : vier dagen vanaf de zaterdag die Pinksteren voorafgaat tot en met de volgende dinsdag.

g) Verlof op de hierna volgende dagen :

- 1° op de zaterdagen;
- 2° op 11 en 15 november;
- 3° op Paasmaandag, indien hij niet begrepen is in de paasvakantie;
- 4° op 1 en 8 mei;
- 5° op Hemelvaartsdag.

Art. 2. Wanneer een personeelslid een verlof voor verminderde dienstprestaties gemotiveerd door sociale of gezinsredenen of een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden genoten heeft, wordt zijn wedde tijdens het jaarlijks vakantieverlof in evenredige mate verminderd.

Art. 3. Het jaarlijks vakantieverlof wordt vergoed en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II

Verlof voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden

Art. 4. Een uitzonderlijk verlof, waarvan de duur niet meer dan acht dagen per burgerlijk jaar mag bedragen, kan aan de in artikel 1. bedoelde personeelsleden toegekend worden binnen de volgende perken :

- a) voor het huwelijk van het personeelslid : één dag;
- b) voor de bevalling van de echtgenote : vier dagen;
- c) voor het overlijden van de echtgenoot, van een bloed- of aanverwant in de 1e graad : vier dagen;
- d) voor het huwelijk van een kind : twee dagen;
- e) voor het overlijden van een bloed- of aanverwant, die onder hetzelfde dak als het personeelslid woont, ongeacht de graad van verwantschap : twee dagen;
- f) voor het overlijden van een bloed- of aanverwant in de 2e graad die niet onder hetzelfde dak woont als het personeelslid : één dag;
- g) voor verandering van standplaats in het belang van de dienst, indien de verplaatsing een bijdrage van de Staat in de vervoerkosten tot gevolg heeft : twee dagen.

Deze uitzonderlijke verloven worden vergoed en met periodes van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Art. 5. Behalve de in artikel 4 bepaalde verloven kan aan de bij artikel 1 bedoelde personeelsleden uitzonderlijk verlof toegestaan worden wegens overmacht die het gevolg is van ziekte of van een ongeval overkomen aan de volgende met het personeelslid onder eenzelfde dak wonende personen : de echtgenoot, een bloedverwant, een aanverwant, een met het oog op zijn adoptie of de uitoefening van een pleegvoogdij opgenomen persoon.

Uit een medisch getuigschrift moet blijken dat de aanwezigheid van het personeelslid in zijn gezin vereist is.

De duur van dit verlof mag, per burgerlijk jaar niet meer dan vier dagen bedragen. Ze worden vergoed en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 6. Het in dienstactiviteit zijnde vastbenoemd of stagedoend vrouwelijk personeelslid heeft recht, op overlegging van een geneeskundig getuigschrift, waarop de waarschijnlijke bevallingsdatum voorkomt, op een bevallingsverlof van veertien weken.

Dit verlof gaat in ten vroegste zes weken vóór de in het geneeskundig getuigschrift aangegeven datum.

Het wordt verminderd met het aantal dagen verlof wegens ziekte of gebrekkigheid die de belanghebbende heeft genoten gedurende zes weken die de werkelijke bevallingsdatum voorafgaan.

Wanneer de bevalling plaatsheeft na de waarschijnlijke datum is de duur van het verlof na de bevalling ten minste acht weken.

De periode die de duur van het bevallingsverlof overschrijft en die, op advies van de administratieve gezondheidsdienst niet wordt beschouwd als ziekteverlof, wordt niet vergoed.

Le congé de maternité ainsi que la période qui excède le congé de maternité sont assimilés à une période d'activité de service. Toutefois, la durée de ce congé et de cette période n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

Le congé de maternité est rémunéré.

Art. 7. Le membre du personnel féminin définitif ou stagiaire, en activité de service, peut obtenir un congé d'allaitement à l'expiration de son congé de maternité.

Le congé d'allaitement, dont la durée ne peut excéder trois mois, n'est pas rémunéré. Il est assimilé à une période d'activité de service.

Toutefois, la durée du congé d'allaitement n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

Art. 8. L'article 6 n'est pas applicable en cas de fausse couche se produisant avant le 181^e jour de gestation.

Art. 9. Des congés peuvent être accordés par le Ministre aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} :

a) pour des motifs impérieux d'ordre familial et ce, pour une période maximum d'un mois par année civile;

b) pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école ou d'un centre libre subventionné et ce, pour une période correspondant à la durée normale du stage prescrit;

c) pour présenter leur candidature aux élections législatives ou provinciales et ce, pour une période correspondant à la durée de la campagne électorale à laquelle les intéressés participent en qualité de candidats.

Ces congés ne sont pas rémunérés. Ils sont assimilés à des périodes d'activité de service. Toutefois, la durée des congés visés sous a, b et c, du présent article n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

Art. 10. Des congés peuvent être accordés par le Ministre aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} :

a) pour suivre des cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'engagé volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;

b) pour remplir, en temps de paix, des prestations au corps de protection civile en qualité d'engagé volontaire à ce corps.

Ces congés sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

Toutefois, la durée des congés visés sous a et b du présent article n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

Art. 11. Des congés peuvent être accordés aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} du présent arrêté pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens, et remplir des missions susceptibles de promouvoir la formation professionnelle ou le bon fonctionnement du service. Ces congés, dont la durée ne peut dépasser trente jours par année civile, ne sont pas rémunérés. Ils sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Toutefois, la durée de ces congés n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

Art. 12. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, un congé de promotion sociale peut être accordé aux membres du personnel visés à l'article 1^{er}, du présent arrêté, âgés de 16 ans au moins et de 40 ans au plus, en vue de leur permettre de suivre des cours de formation intellectuelle, morale et sociale répondant aux conditions, fixées par l'article 3 de l'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Het bevallingsverlof en de periode die de duur van het bevallingsverlof overschrijdt, worden met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld. De duur van dat verlof en van die periode wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

De duur van het bevallingsverlof wordt vergoed.

Art. 7. Na het verstrijken van haar bevallingsverlof kan het vastbenoemd of stagedoend vrouwelijk personeelslid dat in dienstactiviteit is, een borstvoedingsverlof bekomen.

Het borstvoedingsverlof, waarvan de duur drie maanden niet mag overschrijden, wordt niet vergoed. Het wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur van het borstvoedingsverlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

Art. 8. Artikel 6 is niet van toepassing in geval van miskraam vóór de 181^e dag van de zwangerschap.

Art. 9. Verlof kan door de Minister aan de in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden toegestaan worden :

a) uit hoofde van dwingende redenen van familiaal belang, voor een periode van maximum één maand per burgerlijk jaar;

b) om een stage in een andere betrekking van de Staat, de provincies, de gemeenten, een daarmee gelijkgestelde openbare instelling, een officiële school of een gesubsidieerde vrije school of centrum te vervullen, voor een duur die overeenstemt met de normale duur van de aldaar voorgeschreven stage;

c) om hun kandidatuur voor de wetgevende of provinciale verkiezingen voor te dragen, voor een periode die overeenstemt met de duur van de verkiezingscampagne waaraan de betrokkenen als kandidaat deelnemen.

Deze verloven worden niet vergoed. Zij worden met periodes van dienstactiviteit gelijkgesteld. De duur van de onder a, b en c, van dit artikel bedoelde verloven wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

Art. 10. Verlof kan door de Minister aan de in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden toegestaan worden :

a) om de cursussen bij te wonen van de school voor burgerlijke bescherming, hetzij als vrijwillige dienstnemer bij dit korps, hetzij als niet tot dit korps behorende leerling;

b) om in vredetijd prestaties te verrichten bij het korps voor burgerlijke bescherming als vrijwillige dienstnemer bij dit korps.

Dit verlof wordt vergoed en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur van het onder a en b van dit artikel bedoeld verlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

Art. 11. Aan de in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden kan verlof toegestaan worden om cursussen bij te wonen, om zich voor te bereiden op het afleggen van examens, om examens af te leggen en om opdrachten te vervullen die de beroepsvervolmaking of de goede werking van de dienst kunnen bevorderen. Dit verlof waarvan de duur ten hoogste dertig dagen per burgerlijk jaar mag bedragen wordt niet vergoed. Het wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur van dit verlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

Art. 12. Voor zover zulks niet ingaat tegen het belang van de dienst kan verlof voor sociale promotie toegestaan worden aan de in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden, die ten minste 16 en ten hoogste 40 jaar oud zijn, om hen in staat te stellen cursussen van intellectuele, morele en sociale vorming te volgen, die voldoen aan de vereisten bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding voor sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.

Ce congé, dont la durée ne peut excéder dix jours ouvrables par année civile, est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Toutefois, la durée de ce congé n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

CHAPITRE III

Des congés d'accueil en vue de l'adoption et de tutelle officieuse

Art. 13. Un congé d'accueil peut être accordé lorsqu'un enfant de moins de dix ans est recueilli dans un foyer en vue de son adoption. Le congé est de six semaines au plus ou de quatre semaines au plus, selon que l'enfant accueilli n'a pas atteint ou a atteint l'âge de trois ans.

La durée maximum du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant accueilli est handicapé et satisfait aux conditions pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 26 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Le congé d'accueil est accordé au membre du personnel qui en fait la demande; si celui-ci est marié et si le (la) conjoint(e) est également agent de l'Etat, le congé peut, à la requête des adoptants, être scindé entre eux.

Si un seul des époux est adoptant, celui-ci peut seul bénéficier du congé.

Le congé d'accueil n'est accordé que pour autant que le conjoint qui n'en bénéficie pas exerce une occupation lucrative en dehors du foyer.

Pour l'application du présent article, la tutelle officieuse est assimilée à l'adoption.

Ce congé est rémunéré. Il est assimilé à une période d'activité de service.

Toutefois, la durée de ce congé n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

CHAPITRE IV

Congé pour cause de maladie ou d'infirmité

Art. 14. Le membre du personnel visé à l'article 1er du présent arrêté, qui est empêché d'exercer normalement ses fonctions, par suite de maladie ou d'infirmité, peut obtenir, pour l'ensemble de sa carrière, des congés pour cause de maladie ou d'infirmité à concurrence de trente jours par douze mois d'ancienneté de service, conformément à la disposition du § 2 de l'article 102 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

Le membre du personnel, qui ne compte pas trente-six mois d'ancienneté de service peut néanmoins, obtenir nonante jours de congé.

Pour le membre du personnel invalide de guerre, ces nombres de jours de congé sont portés respectivement à quarante-cinq et à cent trente-cinq.

Ces congés sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

Toutefois, la durée de ces congés n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

Art. 15. Par dérogation à l'article 14, le congé pour cause de maladie ou d'infirmité est accordé sans limite de temps lorsqu'il est provoqué par :

- a) un accident de travail;
- b) un accident survenu sur le chemin du travail;
- c) une maladie professionnelle.

Les jours de congé accordés dans ces trois cas ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé dont le membre du personnel peut bénéficier en vertu de l'article 14.

Par accident de travail, il faut entendre l'accident survenu au membre du personnel dans le cours et par le fait de l'exercice des fonctions qui lui sont confiées.

Dit verlof mag niet meer dan tien werkdagen per burgerlijk jaar bedragen. Het wordt vergoed en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur van dit verlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

HOOFDSTUK III

Verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij

Art. 13. Een opvangverlof kan worden toegestaan wanneer een kind beneden tien jaar in een gezin wordt opgenomen met het oog op zijn adoptie. Het verlof bedraagt ten hoogste zes of ten hoogste vier weken, naargelang het opgenomen kind de leeftijd van drie jaar nog niet heeft bereikt of reeds bereikt heeft.

De maximumduur van het opvangverlof wordt verdubbeld wanneer het opgenomen kind minder-valide is en aan de voorwaarden voldoet om kinderbijslag te genieten overeenkomstig artikel 47 van de gecoördineerde wetten betreffende de kindertoelagen voor de loonarbeiders of artikel 26 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

Het opvangverlof wordt toegestaan aan het personeelslid dat het aanvraagt; indien het gehuwd is en de echtgeno(o)t(e) eveneens rijksambtenaar is, mag het verlof op aanvraag van de adoptanten onder hen verdeeld worden.

Indien slechts één van de echtgenoten adopteert, kan alleen hij of zij het verlof genieten.

Het opvangverlof wordt slechts toegestaan indien de echtgenoot die het niet geniet een winstgevende bezigheid buiten het gezin uitoefent.

Voor de toepassing van dit artikel worden pleegvoogdij en adoptie gelijkgesteld.

Dit verlof wordt vergoed en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur van dat verlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

HOOFDSTUK IV

Verlof wegens ziekte of gebrekkigheid

Art. 14. Het in artikel 1 van dit besluit bedoeld personeelslid, dat wegens ziekte of gebrekkigheid verhinderd is zijn ambt normaal uit te oefenen kan, voor de ganse duur van zijn loopbaan, tot dertig dagen ziekte- of gebrekkighedsverlof bekomen per twaalf maanden dienstancienniteit zoals bepaald in artikel 102, § 2, van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

Het personeelslid dat geen zesendertig maanden dergelijke dienstancienniteit telt, kan niettemin negentig dagen verlof krijgen.

Voor het personeelslid dat oorlogsinvalide is, wordt dit aantal dagen onderscheidenlijk op vijftienveertig en honderd vijfendertig gebracht.

Deze verloven worden vergoed en met periodes van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur van dat verlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

Art. 15. In afwijking van artikel 14, wordt het ziekte- en gebrekkighedsverlof toegestaan zonder tijdsbeperking naar aanleiding van :

- a) een arbeidsongeval;
- b) een ongeval op de weg van en naar het werk;
- c) een beroepsziekte.

De in deze drie gevallen toegestane verlofdagen komen niet in aanmerking om het aantal verlofdagen te bepalen dat het personeelslid krachtens artikel 14 kan genieten.

Onder arbeidsongeval moet worden verstaan, het ongeval dat zich in de loop en door de uitoefening van het opgedragen ambt heeft voorgedaan.

Par accident survenu sur le chemin du travail, il faut entendre l'accident qui réunit les conditions requises pour avoir ce caractère au sens de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail.

Par maladies professionnelles, il faut entendre les maladies reconnues comme telles par nous.

Ces congés sont rémunérés. Ils sont assimilés à une période d'activité de service.

Art. 16. Le membre du personnel absent pour maladie ou infirmité est soumis à la tutelle sanitaire du service de santé administratif.

Art. 17. Sous réserve des dispositions de l'article 83 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, le membre du personnel ne peut être déclaré définitivement inapte pour cause de maladie ou d'infirmité avant qu'il ait épuisé la somme des congés dont il peut bénéficier pour l'ensemble de sa carrière en vertu de l'article 14.

Art. 18. Le membre du personnel dont l'absence est due à un accident causé par la faute d'un tiers perçoit son traitement d'activité à la condition de subroger l'Etat dans ses droits contre l'auteur de l'accident jusqu'à concurrence de la somme versée par l'Etat.

Les jours de congé couverts comme tels par une indemnité versée par un tiers à l'Etat ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé dont bénéficie le membre du personnel en vertu de l'article 14.

CHAPITRE V

Congé pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité

Art. 19. Le membre du personnel visé à l'article 1er du présent arrêté, absent pour cause de maladie ou d'infirmité, peut reprendre l'exercice de ses fonctions, par demi-prestations, s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si le service de santé administratif estime que l'état physique de l'intéressé le permet.

Art. 20. Si le service de santé administratif estime qu'un membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions par demi-prestations, il en informe le Ministre.

Celui-ci rappelle en service le membre du personnel en l'admettant à accomplir lesdites prestations réduites. Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle autorisation est tenu d'accomplir, chaque semaine, la moitié de la durée des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce.

Cette décision ministérielle ne peut être prise pour une période de plus de trente jours du calendrier. Des prolongations peuvent toutefois être accordées pour une nouvelle période de trente jours si le service de santé administratif estime, lors d'un nouvel examen, que l'état physique du membre du personnel le justifie.

Art. 21. Au cours d'une période de dix ans d'activité de service, la durée totale des périodes au cours desquelles le membre du personnel est admis à exercer ses fonctions par demi-prestations ne peut excéder nonante jours.

Art. 22. Pendant les prestations réduites qu'il effectue en application des articles 19 et 21 du présent arrêté, les périodes d'absence d'un membre du personnel sont considérées comme congés assimilés à une période d'activité de service.

CHAPITRE VI

Congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales

Art. 23. Le membre du personnel visé à l'article 1er du présent arrêté peut être autorisé par le Ministre à exercer ses fonctions par prestations réduites pour des raisons sociales ou familiales sauf si cette mesure n'est pas compatible avec les exigences du bon fonctionnement du centre.

Onder ongeval op de weg van en naar het werk moet worden verstaan, het ongeval dat zich heeft voorgedaan onder de voorwaarden vereist omdat het als zodanig kan worden aangemerkt in de zin van de wetgeving op het herstel van de schade veroorzaakt door ongevallen die zich hebben voorgedaan op de weg van en naar het werk.

Onder beroepsziekten moet worden verstaan, de door ons als dusdanig erkende ziekten.

Deze verloven worden vergoed en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 16. Het wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig personeelslid staat onder het geneeskundig toezicht van de administratieve gezondheidsdienst.

Art. 17. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 83 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen kan het personeelslid niet definitief ongeschikt worden verklaard wegens ziekte of gebrekkigheid alvorens hij de gezamenlijke verloven heeft opgebruikt waarop hij krachtens artikel 14 voor het geheel van zijn loopbaan recht heeft.

Art. 18. Is de afwezigheid te wijten aan een ongeval veroorzaakt door de schuld van een derde, dan ontvangt het personeelslid zijn activiteitswedde op voorwaarde dat hij de Staat, bij iedere betaling, ten bedrage van de door de Staat gestorte som in zijn rechten doet treden tegen hem die het ongeval heeft veroorzaakt.

De verlofdagen die als dusdanig door een vergoeding van een derde aan de Staat zijn gedekt, komen niet in aanmerking om het aantal verlofdagen te bepalen dat het personeelslid krachtens artikel 14 kan genieten.

HOOFDSTUK V

Verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid

Art. 19. Het wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige personeelslid bedoeld in artikel 1 van dit besluit kan zijn ambt opnieuw opnemen met halvedagprestaties wanneer hij hierom verzoekt, wanneer hij een attest van zijn geneesheer tot staving van zijn verzoek overlegt en wanneer de administratieve gezondheidsdienst oordeelt dat de lichaamstoestand van de betrokkene het mogelijk maakt.

Art. 20. Acht de administratieve gezondheidsdienst een wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig personeelslid geschikt om zijn ambt weder op te nemen met halvedagprestaties, dan geeft hij daarvan kennis aan de Minister.

De Minister roept het personeelslid opnieuw in dienst en staat hem toe deze verminderde prestaties te verrichten. Het personeelslid dat een dergelijke toestemming gekregen heeft, is ertoe gehouden elke week de helft van de duur van de volledige prestaties die normaal voor het door hem uitgeoefende ambt bepaald zijn, te volbrengen.

Die beslissing van de Minister mag niet worden genomen voor een periode van meer dan dertig kalenderdagen. Nochtans mogen voor ten hoogste dezelfde periode verlengingen worden toegestaan wanneer de administratieve gezondheidsdienst bij een nieuw onderzoek oordeelt dat de lichaamstoestand van het personeelslid het rechtvaardigt.

Art. 21. In een periode van tien jaar dienstactiviteit mag het personeelslid zijn ambt in totaal niet meer dan negentig dagen lang in halvedagprestaties uitoefenen.

Art. 22. Gedurende de periodes dat het personeelslid verminderde prestaties volbrengt bij toepassing van de artikelen 19 en 21 van dit besluit worden zijn afwezigheidsperiodes beschouwd als verlof gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK VI

Verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen

Art. 23. De Minister kan, om sociale of familiale redenen, het in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelslid toestaan zijn ambt uit te oefenen met verminderde prestaties, tenzij die maatregel niet kan worden overgebracht met de eisen van de goede werking van het centrum.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle autorisation est tenu d'accomplir, chaque semaine, la moitié de la durée des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce. Pendant son absence, il ne peut exercer aucune occupation lucrative.

Art. 24. L'autorisation visée ci-dessus est accordée pour une période maximum de douze mois. Toutefois, des prolongations peuvent être accordées pour des périodes de même durée si des raisons de même ordre subsistent et si la mesure est compatible avec les exigences du bon fonctionnement du centre.

Chaque prolongation est subordonnée à une demande du membre du personnel intéressé, introduite au moins un mois avant l'expiration du congé en cours.

Art. 25. Pendant les prestations réduites qu'il effectue en application des articles 23 et 24, les périodes d'absence du membre du personnel sont considérées comme congé sans traitement, assimilé à une période d'activité de service.

Toutefois, pour l'application de l'article 14, alinéa 1 et 2 du présent arrêté, durant la période de prestations réduites en cours, le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité que peut obtenir le membre du personnel est réduit à raison de la moitié.

Pendant la durée des prestations réduites, les jours d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité du membre du personnel sont comptabilisés à raison de la moitié de leur nombre et le membre du personnel continue à percevoir le traitement dû en raison de ses prestations réduites.

Les congés pour cause de maladie ou d'infirmité et la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité ne mettent pas fin au régime des prestations réduites.

Art. 26. Moyennant préavis d'un mois, il peut être mis fin avant son expiration à un congé pour prestations réduites. Ce préavis peut être donné par le Ministre ou par le membre du personnel intéressé.

CHAPITRE VII. — Congés pour accomplir certaines prestations militaires en temps de paix et pour accomplir des services dans la protection civile ou des tâches d'intérêt public sur la base de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience

Art. 27. Les membres du personnel visés à l'article 1er du présent arrêté, sont d'office en congé, avec droit au traitement :

a) pendant les fractions de mois civils au cours desquelles ils accomplissent en temps de paix, dans l'armée belge, des prestations militaires quelles qu'elles soient, ou des prestations dans la protection civile, en application de l'article 18 de la loi du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience;

b) pendant la période au cours de laquelle ils accomplissent des rappels ordinaires ou des rappels d'urgence dans les forces armées ou dans la protection civile.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Toutefois, la durée des congés visés sous a et b du présent article n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

CHAPITRE VIII

Congés pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel

Art. 28. Les membres du personnel visés à l'article 1er du présent arrêté appelés à faire partie d'un cabinet ministériel, sont mis en congé conformément aux dispositions du règlement déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets ministériels.

Toutefois, la durée de ces congés n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

Het personeelslid dat een dergelijke toestemming bekamt, is ertoe gehouden elke week de helft van de duur van de volledige prestaties die normaal voor het door hem uitgeoefende ambt bepaald zijn, te volbrengen. Tijdens zijn afwezigheid mag hij geen winstgevende bedrijvigheid uitoefenen.

Art. 24. De hierboven bedoelde toestemming wordt verleend voor een periode van maximum twaalf maanden. Nochtans kunnen verlengingen worden toegestaan voor periodes van dezelfde duur indien gelijkaardige redenen blijven bestaan en indien de maatregel kan worden overeengebracht met de eisen van de goede werking van het centrum.

Voor elke verlenging moet het betrokken personeelslid een aanvraag doen en deze ten minste één maand vóór het verstrijken van het aan de gang zijnde verlof indienen.

Art. 25. Gedurende de verminderde prestaties die het personeelslid volbrengt bij toepassing van de artikelen 23 en 24, worden zijn afwezigheidsperiodes beschouwd als onbezoldigd verlof, gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Voor de toepassing van artikel 14, eerste en tweede lid van dit besluit, wordt echter gedurende de lopende periode van verminderde prestaties, het aantal verlofdagen dat wegens ziekte of gebrekkigheid aan het personeelslid kan toegestaan worden, tot de helft verminderd.

Gedurende de periode van verminderde prestaties worden de dagen afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid van het personeelslid ten belope van de helft van hun aantal in aanmerking genomen, en het personeelslid blijft de wedde ontvangen waar het recht op heeft, gelet op zijn verminderde prestaties.

Het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid en de terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid betekenen niet dat er een einde wordt gemaakt aan het stelsel van de verminderde prestaties.

Art. 26. Mits een opzegging van één maand, kan een einde worden gemaakt aan een verlof voor verminderde prestaties vóór het verstrijken van dit verlof. Die opzegging kan worden gedaan door de Minister of door het betrokken personeelslid.

HOOFDSTUK VII. — Verlof voor het vervullen van sommige militaire prestaties in vredestijd en van diensten bij de civiele bescherming of van taken van openbaar nut op grond van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarde

Art. 27. De in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden zijn van ambtswege met verlof, met recht op wedde :

a) gedurende de fracties van kalendermaanden tijdens welke ze in vredestijd, in het Belgisch leger, militaire prestaties van welke aard ook vervullen, hetzij diensten bij de burgerlijke bescherming, bij toepassing van artikel 18 van de wet van 3 juni 1964 houdende statuut van de gewetensbezwaarden;

b) gedurende de periode waarin zij bij de strijdkrachten of bij de burgerlijke bescherming gewone of spoedwederoproepingen vervullen.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

De duur van de onder a en b van dit artikel bedoelde verloven wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

HOOFDSTUK VIII

Verlof om een ambt uit te oefenen in een ministerieel kabinet

Art. 28. De in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden, die opgeroepen worden om deel uit te maken van een ministerieel kabinet, worden met verlof gestuurd overeenkomstig de bepalingen van het reglement tot vaststelling van de samenstelling en van de werking van de ministeriële kabinetten.

De duur van dat verlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

CHAPITRE IX

Congés pour activité syndicale

Art. 29. Les membres du personnel visés à l'article 1er du présent arrêté, appelés à exercer une mission syndicale telle que celle-ci est définie par le statut syndical, sont mis en congé conformément aux dispositions du règlement portant statut syndical.

Toutefois, la durée de ces congés n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

CHAPITRE X

Congés pour des missions sur autorisation du Ministre

Art. 30. Des congés peuvent être accordés aux membres du personnel visés à l'article 1er du présent arrêté, en vue d'accomplir des missions sur autorisation du Ministre.

Ces congés ne peuvent pas dépasser la durée d'un an.

Ces congés ne sont pas rémunérés. Ils sont assimilés à une période d'activité de service.

Toutefois leur durée n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

CHAPITRE XI. — Congés pour exercer certaines activités dans un groupe politique reconnu au sein de la Chambre des représentants ou du Sénat

Art. 31. Toutes les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat, sont d'application aux membres du personnel définitifs visés à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 33. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre de l'Education nationale,

Ph. BUSQUIN

F. 81 — 1104

19 MAI 1981. — Arrêté royal relatif aux congés pour les absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 2;

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 47;

Vu l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés, notamment l'article 93 quater;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de

HOOFDSTUK IX

Verlof voor vakbondsopdrachten

Art. 29. De in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden, die aangesteld worden om een vakbondsopdracht uit te oefenen, zoals bepaald in het vakbondsstatuut, worden met verlof gestuurd overeenkomstig de bepalingen van het reglement houdende het vakbondsstatuut.

De duur van dat verlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

HOOFDSTUK X

Verlof voor opdrachten waarvoor de Minister toelating verleent

Art. 30. Aan de in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden kan verlof worden toegestaan voor het vervullen van opdrachten waarvoor de Minister toelating verleent.

Dit verlof bedraagt ten hoogste één jaar.

Dit verlof wordt niet vergoed, maar wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur ervan wordt niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

HOOFDSTUK XI. — Verlof voor werkzaamheden bij een in de Kamer van volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groep

Art. 31. Alle bepalingen vervat in het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van de in de Kamer van volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen, zijn van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die, gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 33. Onze Ministers van Nationale Opvoeding zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister van Nationale Opvoeding,

Ph. BUSQUIN

N. 81 — 1104

19 MEI 1981. — Koninklijk besluit betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 47;

Gelet op het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 bedoeld bij de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kinderbijslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkende arbeiders, inzonderheid op artikel 93 quater;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-